

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

MARDI 8 JANVIER 1980 — No 3 (Nouvelle série).

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

Janvier 78 : Moscou appuie l'invasion du Cambodge
Janvier 79 : invasion de l'Afghanistan

Il y a un an, Phnom Penh ...

Il y a un an, le 7 janvier, l'armée vietnamienne envahissait le Cambodge. Plus de cent mille hommes, des blindés, l'aviation, se lançaient dans ce qui se voulait être une « guerre-éclair ». Les ambitions d'hégémonie régionale du gouvernement vietnamien s'étaient associées aux ambitions d'hégémonie mondiale de l'URSS qui avait fourni les équipements militaires, les moyens de transport, les conseillers militaires. Ainsi s'ouvrait ce qui allait tout au long de cette année apparaître comme une des grandes tragédies de ce siècle.

Qui pourra oublier ces images de réfugiés fuyant la mort et la famine au cours de ces derniers mois ? Depuis que les forces d'invasion sont entrées au Cambodge, des centaines de milliers de paysans ont fui leur pays. Que fuient-ils ? L'envahisseur bien sûr, avec le cortège d'atrocités et de crimes qui accompagnent toujours une invasion. Mais aussi et surtout l'extermination, le génocide par la faim.

Car la guerre d'invasion vietnamienne a ceci de particulier qu'il s'agit d'une guerre d'extermination d'un peuple. Il était déjà évident que l'invasion, la guerre allaient avoir de très graves conséquences sur les récoltes et donc sur la vie de ce peuple. Mais il apparaît que l'armée vietnamienne a mis en œuvre une politique d'extermination par la faim. Dans un premier temps, les récoltes ont été volées par l'envahisseur, puis le travail dans les rizières a été interdit, enfin l'occupant s'est opposé à l'acheminement des secours. Qui dira combien de Cambodgiens sont morts ainsi, victimes de la famine organisée ?

Pourquoi cette politique ? Cette guerre est une guerre de colonisation. D'un type particulier utilisant largement la colonisation de peuplement. La fiction du gouvernement fantoche mis en place après l'invasion ne peut dissimuler ce fait. Outre la présence de 200 000 soldats vietnamiens, des régions entières sont aujourd'hui peuplées par des colons envoyés depuis le Vietnam et qui prennent la place des habitants cambodgiens chassés. L'administration vietnamienne a été installée dans le pays. Cette colonisation a pour conséquence que l'occupant trouve de moins en moins de collaborateurs parmi les Cambodgiens.

Extermination aussi pour tenter de venir à bout de la résistance d'un peuple qui depuis l'invasion n'a cessé de combattre d'abord pour son indépendance puis pour sa survie. La « guerre éclair » s'est progressivement transformée en embourbement. L'occupant a été contraint de faire venir de nouveaux renforts et malgré les offensives qu'il a lancées n'a pas pu écraser les forces armées patriotiques, qui poursuivent le combat malgré d'immenses difficultés. Puisque les armes n'en viennent pas à bout, appel est fait à la famine.

Plus que jamais l'exigence du retrait des troupes vietnamiennes, du droit du peuple cambodgien à pouvoir décider de son propre sort sont à l'ordre du jour. C'est d'ailleurs en ce sens que tout au long de cette année se sont prononcés l'immense majorité des pays du monde rassemblés à l'ONU.

P. BURNAND

L'escalade agressive de l'URSS



Un blindé soviétique capturé par les résistants afghans dans le Nord-Est du pays.

Le peuple afghan face aux chars russes

Depuis dimanche 6 janvier, des journalistes occidentaux ont été autorisés à se rendre à Kaboul. Selon leurs premiers témoignages, ils ont constaté une présence soviétique à l'intérieur de la capitale nettement moins massive que celle qu'ils avaient eux-mêmes observé quelques jours plus tôt, juste avant d'être refoulés hors

des frontières de l'Afghanistan.

Incontestablement, l'URSS et ses nouveaux « protégés » de Kaboul ont voulu donner à l'opinion internationale une meilleure image après la spectaculaire invasion du pays par les chars et l'infanterie soviétique. Il en est de même avec la libération de 2 000

prisonniers politiques dans la capitale, prisonniers qui ont échappé aux sévices perpétrés contre les opposants emprisonnés, depuis avènement du régime de Taraki, en avril 1978, qui n'avait lui-même pu être porté au pouvoir qu'avec l'appui direct de Moscou.

Outre l'opinion internationale, ces initiatives visent bien entendu également à rallier le peuple afghan au nouveau régime mis en place par l'URSS. Car le grand danger que court l'URSS, qui est intervenue massivement pour redresser une situation marquée par des revers croissants du régime pro-soviétique précédent, est de voir son intervention-éclair actuelle ne pas suffire mais, au contraire, susciter une hostilité croissante et plus large que jamais du peuple afghan.

Mavilor (St-Chamond) : échec au commando patronal

Dimanche à l'usine Mavilor de Saint-Chamond (Loire), un commando patronal, d'une centaine de cadres, d'agents de maîtrise et de quelques non-grévistes, débarque d'une trentaine de voitures et tente de vider les travailleurs de l'usine.

Le résultat de l'opération sera le même qu'il y a un an, à l'usine J.B. Martin : échec total de cette provocation patronale !

En effet, les grévistes battirent le rappel, à coups de téléphone ce dimanche, de tous les travailleurs de la vallée du Gier : dès lors, le flot des grévistes et des travailleurs envahit l'usine occupée et le commando fut sorti, non sans quelques coups et bousculades, bien méritées... un gréviste fut blessé, sans gravité cependant.

La solidarité des travailleurs a donc une nouvelle fois joué à plein, dans cette vallée du Gier où la combativité des travailleurs de Mavilor, après plusieurs jours de grève et d'occupation, malgré de multiples coups de force patronaux, reste intacte.

Suite page 3
et lire en page 6

Le cinéma, porte-voix des groupes sociaux en lutte



Entretien avec Alain Thomas, responsable de l'Atelier Cinéma du Dauphiné

► L'atelier cinéma du Dauphiné, c'est aujourd'hui une réalité ?

Oui, nous fonctionnons maintenant depuis 3 ans. Et on peut commencer à dresser un bilan.

Notre conception de départ était militante. Nous partions de l'idée que le cinéma, pour l'essentiel, vit en circuit fermé : il est surtout une lecture du monde faite par la petite bourgeoisie intellectuelle, dans un espace que lui laisse la bourgeoisie actuellement au pouvoir.

Notre but, dès lors, était de réaliser une chronique de la vie quotidienne du peuple et favoriser l'expression de groupes en situation de lutte ; nous voulions en quelque sorte être leur porte-voix. C'est le cas de notre premier film : «Josette», qui donne la parole (et l'image) aux habitants du quartier Mistral, ce quartier que le Dauphiné-Libéré considère comme le Chicago grenoblois. Le film a été pour eux l'occasion de répondre à cette caricature ; et aussi de présenter les luttes qu'ils menaient sur la santé.

Bien sûr, depuis, notre conception a évolué, elle s'est précisée. En effet, il nous fallait sortir des balbutiements du cinéma militant et faire en sorte que les films soient visibles par un public large.

► Pourquoi l'atelier s'est-il installé à Grenoble ? Et pourquoi viser une diffusion surtout dans la région ?

Il s'agissait là aussi d'un objectif de départ : nous voulions nous insérer dans une réalité régionale, comme les troupes de la décentralisation dramatique, au moins à leur début. Les cinéastes «parisiens» ne rendent de comptes à personne. Et pour changer le rapport au cinéma, pour que le peuple s'intéresse aux films, il faut qu'il y ait interpellation des réalisateurs ; il faut que les films soient élaborés à partir des réalités sociales régionales. En plus, les cinéastes doivent participer à la diffusion des films.

De ce point de vue, l'expérience de «Josette» a été une réussite : 7 000 à 8 000 spectateurs ont vu le film et en ont débattu ; et ce n'est pas un mince travail d'assurer 120 projections-débat. On poursuit d'ailleurs la diffusion.

De même avec «Cher Doc-

teurs», une production du Film-kollektiv de Zürich, dont nous assurons la distribution. Ce film sur l'avortement a fait l'objet de 37 projections en moins de 2 mois. Autant dire que, dans la région, nous sommes de ceux qui connaissent le mieux l'activité des groupes femmes ou des groupes qui luttent sur la santé.

► C'est important ce contact avec le peuple, avec ceux qui luttent ?

Non seulement cela permet un rapport très différent au cinéma, correspondant du reste à ce que nous en attendions, un rapport qui heurte les pratiques professionnelles dominantes : ainsi, aucune société de télévision n'a pris la peine de visionner nos films !...

Mais cela nous donne aussi une base populaire. Et c'est essentiel dans la réalisation même des films et vis-à-vis de ceux qui financent notre équipe : surtout la ville de Grenoble, le Conseil général de l'Isère et la Maison de la Culture qui est co-productrice de nos films.

La li, la li, la li...berté

► Le deuxième film de l'atelier est plus ambitieux que le premier ?

Effectivement, car il y a imbrication entre l'histoire personnelle de Gaëlle, l'héroïne du film, et l'enquête qu'elle mène sur la Résistance d'hier dans le Vercors, et sur celle d'aujourd'hui en Tchécoslovaquie contre l'impérialisme russe.

A sa manière, Gaëlle, qui a eu à combattre contre la tendance de l'institution psychiatrique à la maintenir sous sa dépendance, résiste et entre en dissidence. Et ainsi, elle trouve son identité. Si son combat n'est pas identique à ce que fut celui de Germaine, l'héroïne de la Résistance qui est interviewée dans le film, il y a des aspects communs.

► Ce film ne porte donc pas sur la Résistance dans le Vercors, ou sur la mémoire collective qu'on peut en avoir ?

Le film ne correspond pas à mon premier projet. Ayant enquêté sur le Vercors, ayant pris contact avec des nombreux résistants, je me suis alors demandé



Le film «Josette» donnait la parole aux habitants du Quartier Mistral, quartier que le Dauphiné Libéré considère comme le Chicago grenoblois.

«Josette»

Josette, qui était ouvrière à la Sescosem, est morte après un accouchement dans une clinique de la ville. Elle avait 18 ans. Elle venait de se marier.

Le film ne prétendait pas obtenir la réouverture du dossier de cette affaire, car il y avait prescription. Mais, la justice n'ayant pas éclairci les causes de la mort de Josette ; il s'agissait de montrer que cette injustice, ajoutée à toutes les autres, légitimait la révolte des habitants du quartier Mistral et leur lutte pour obtenir la création d'un centre médical.

Depuis, les habitants ont, sur ce point, obtenu gain de cause. Mais, comme le rappellent régulièrement certains faits qualifiés dans la presse de ... «divers», le film conserve toute son actualité.

comment intéresser les jeunes à la Résistance. Et j'en suis venu à concevoir un film, non sur la Résistance, mais sur l'esprit de résistance aujourd'hui, et sur les rapports entre les résistances des jeunes aujourd'hui et ce qui, sous l'Occupation, il y a plus de 35 ans, avait amené les jeunes d'alors à prendre les armes pour reconquérir l'indépendance nationale.

► Et les jeunes qui ont visionné le film sont-ils sensibles à cet aspect ?

Si je me base sur les réactions aux premières projections, je crois qu'il faut répondre posi-

tivement à ta question. Mais c'est encore beaucoup trop tôt pour être vraiment affirmatif. En fait, les jeunes qui ont vu le film, comprennent assez bien nos intentions : pour eux, résister à l'oppression culturelle, familiale ou psychiatrique et se défendre contre un impérialisme ne sont pas des combats séparés.

► Et comment sont ressenties les références au Vercors ?

Je reconnais que le film porte encore la trace du premier projet, mais il n'est pas exactement celui que certains attendaient. J'ai essayé de ne pas être didactique et de mettre l'accent

sur le côté sensible des choses.

Il me semblait de notre devoir d'amener les spectateurs sur les lieux de la Résistance, et de leur donner les clés d'une enquête personnelle. D'où par exemple la présentation d'ouvrages et de textes qui doivent donner l'envie d'aller plus loin. C'est tout à fait consciemment que je frustre les spectateurs.

Et, plutôt que de retracer l'histoire de la Résistance et ses contradictions, j'ai préféré faire la critique des représentations qu'on en fait aujourd'hui : les cérémonies officielles où on impose le garde-à-vous, les monuments près desquels le silence est de rigueur. Ce n'est pas conforme à l'esprit de résistance de ceux qui ont combattu, et cela n'évoque rien pour les jeunes aujourd'hui.

► As-tu encore l'intention de réaliser ce film mémoire/ témoignage de la Résistance du Vercors ?

Sans doute, mais c'est un travail considérable. Et je ne me contenterai pas d'interviews de résistants. Il faudrait que ces interviews soient liées à la situation actuelle, présentée sous la forme d'une fiction.

Le peuple afghan face aux chars soviétiques

En effet, si les troupes soviétiques sont moins apparentes à Kaboul, au moment choisi pour accueillir les journalistes étrangers — autres que Soviétiques — cela n'indique nullement une stabilisation de la situation.

Les troupes soviétiques restent fortement présentes à Kaboul même, selon divers témoignages de journalistes qui parlent de la mise en position de très nombreux blindés légers et de canons aux alentours de Kaboul, partiellement enterrés, pour plus de discrétion, près des axes routiers principaux.

Surtout, les combats, souvent acharnés, se poursuivent dans plusieurs provinces afghanes, et c'est là qu'est concentré à l'heure actuelle, le gros des forces

soviétiques d'invasion et leurs armements lourds. Les agences de presse font état de combats dans les provinces d'Hérat, de Kandahar, du Nouristan, de Paktiya, du Badakshan, du Takhar, du Kunar.

Alors que les Soviétiques visent dans un premier temps à reprendre le contrôle des principales agglomérations et des grands axes routiers, ils se heurtent à une résistance qui, si elle se poursuit, pourrait placer un certain nombre de localités sous contrôle soviétique en situation d'assigées. Aussi, Moscou ne recule devant rien, intensifiant ses bombardements au napalm contre les villages — ce serait le cas notamment dans la province du Badakshan — ou larguant des unités parachu-

tistes pour des combats dans des zones très montagneuses — ce serait le cas notamment dans la province du Hazaradjat où les mouvements islamiques chiites contrôlaient des zones entières depuis plusieurs mois.

Certaines informations font état de la désertion de milliers de soldats de l'armée afghane qui rejoindraient les mouvements de résistance. Il est possible, en tout cas, qu'un certain nombre d'éléments qui appuyaient les régimes pro-soviétiques précédents, changent de position, au vu de la brutalité et de l'ampleur de la violation de la souveraineté de leur pays par l'URSS.

A ce point de vue, on peut noter la prise de position du représentant-adjoint

de l'Afghanistan à l'ONU, Tabibi, qui vient de démissionner de son poste. Celui-ci, tout en saluant l'Union soviétique comme puissance « amie » jusqu'à la fin 1979, demande à « notre ami traditionnel, de se soumettre aux appels venus du monde entier ». Expliquant sa démission par la « violation de la souveraineté de son pays par un proche voisin qui était jusqu'ici considéré comme un ami respecté », il a lancé un appel « aux musulmans du monde entier, car l'Afghanistan a tant fait pour la cause de l'Islam, aux pays non-alignés, dont l'Afghanistan a été le premier, et aux Africains, car nous avons été les premiers à combattre le colonialisme. »

Jean-Paul GAY

(suite de la une)

Elections indiennes : Indira Gandhi revient au pouvoir

Selon les indications encore incomplètes, le Parti du Congrès d'Indira Gandhi obtiendrait une nette majorité au sein du Parlement indien. Le Parti du Congrès avait été écarté du pouvoir en mars 1977 par une coalition des partis de droite qui a récemment éclaté, ce qui a provoqué, des élections anticipées.

Avant sa défaite de mars 1977, Indira Gandhi avait exercé, au poste de premier ministre, une politique de répression féroce, proclamant la loi martiale qui supprimait la plupart des libertés. Au plan de la politique extérieure, elle avait considérablement rapproché l'Inde de l'Union Soviétique. Dans une récente déclaration, elle estimait préoccupante l'intervention soviétique en Afghanistan, estimant qu'elle constituait un danger pour l'Inde dans la mesure où elle poussait les Etats Unis à réarmer le Pakistan.

Iran : graves affrontements

Des affrontements ont opposé des partisans des ayatollahs Khomeiny et Shariat-Madari samedi 5 janvier à Tabriz, capitale de l'Azerbaïdjan, dont Shariat-Madari est originaire. Il y a eu plusieurs morts et plus de cent blessés. Dans la capitale, Téhéran, plus d'un million de personnes ont manifesté leur soutien à l'ayatollah Khomeiny. Les deux chefs religieux ont lancé des appels au calme.

Les heurts les plus violents se sont produits à Bandar-Langh, à 1 500 km au sud de Téhéran. Ces affrontements, de nature, semble-t-il, différente, ont opposé des membres des communautés sunnite et shiite. Il y aurait eu 28 morts samedi. Les affrontements se sont poursuivis dans la journée de dimanche, en dépit des appels au calme des chefs religieux des deux communautés.

Réactions à l'invasion soviétique de l'Afghanistan

Les Etats-Unis ont réagi de plusieurs manières à l'intervention soviétique en Afghanistan. Les principales mesures annoncées par Carter, vendredi soir, consistent notamment en :

« La suspension des livraisons de 17 millions de tonnes de céréales commandées cette année par l'Union Soviétique, en plus des 8 millions de tonnes que les Etats-Unis se sont engagés à leur fournir aux termes de l'accord commercial de 5 ans en vigueur entre les 2 pays. »

« L'interruption jusqu'à nouvel ordre des fournitures de technologie avancée ou de matériels stratégiques à l'Union Soviétique, en attendant la révision de la politique US dans ce domaine. »

« La réduction sévère des privilèges de pêche accordés à l'URSS dans les eaux américaines. »

« Le report de l'ouverture de nouveaux consulats par les Etats-Unis en URSS et par l'URSS aux Etats-Unis. »

Outre ces mesures qui cor-

respondent aux vœux de divers milieux américains réclamant que l'« on cesse de nourrir le tigre », Carter a annoncé une aide, notamment militaire, au Pakistan.

Par ailleurs, le ministre américain de la Défense, Harold Brown, qui effectue à Pékin une visite programmée depuis plusieurs mois, a déclaré souhaiter une « coopération élargie » avec la Chine afin, a-t-il dit, de « rappeler à d'autres que s'ils menacent les intérêts que la Chine et les Etats-Unis partagent, nous pouvons répondre par des actions complémentaires dans les domaines de la défense et de la diplomatie. »

Par ailleurs, le gouvernement de l'Etat sioniste et le président égyptien Sadate se sont déclarés prêts à favoriser les mouvements de l'armée américaine dans la région. Ces réactions interviennent alors qu'une tournée de responsables militaires américains vient d'avoir lieu au Proche-Orient, pour y obtenir des points d'appui pour le

dispositif américain, notamment pour la force d'intervention de plus de 100 000 hommes qui se met actuellement en place. Ces dispositions, face au déploiement de l'agression soviétique dans la région, sont aussi une pression accrue contre les peuples, comme en témoignent les menaces américaines contre l'Iran.

Dans le même temps, les réactions dans le monde entier se multiplient en faveur de la souveraineté de l'Afghanistan, contre l'invasion soviétique.

En Chine, qui compte 20 millions de musulmans, l'« Association islamique chinoise » a condamné : « Le massacre et la répression de nos frères musulmans en Afghanistan, par les hégémonistes soviétiques ». Par ailleurs, le vice-premier ministre chinois Deng Xiaoping a déclaré que la Chine allait « collaborer avec le peuple afghan et tous les pays et peuples épris de paix et de justice pour contrer les actes sovié-

tiques ». Tandis que la Conférence des pays islamiques — organisme permanent — a condamné l'invasion soviétique, l'Arabie Saoudite vient d'annoncer qu'elle ne participerait pas aux Jeux Olympiques de Moscou.

En Europe, à noter, entre autres, que le Portugal et l'Italie ont rappelé leurs ambassadeurs qui étaient en poste à Moscou. A Madrid, le premier ministre a refusé de recevoir l'ambassadeur sovié-

tique. Enfin, la Roumanie a renouvelé ses prises de position, indirectes, contre l'intervention soviétique, pour la troisième fois en une semaine. Ainsi, l'organe du comité central du Parti communiste roumain, *Scinteia*, qui condamne « la politique de force, de domination et de diktat », souligne : « Les problèmes ne sauraient être réglés que par la renonciation totale à la force, aux moyens militaires et à toute forme à l'indépendance des peuples. »

PCI-PCF : silence sur les divergences

A l'issue des entretiens entre Marchais et Berlinguer, un communiqué commun a été publié, qui ne fait pas mention de la situation en Afghanistan.

Le communiqué évoque, en termes vagues « un large et franc échange d'opinions sur la situation des deux pays, sur la crise et ses conséquences, en particulier dans les pays capitalistes d'Europe occidentale » et aussi « l'examen de la situation internationale », sans plus de précision.

Le PCI avait exprimé son « net désaccord » avec l'intervention soviétique, ainsi qu'avec les mesures de rétorsion américaines. Marchais a reconnu, devant des journalistes, le désaccord existant entre les deux partis, pour affirmer que le PCF prouvait par là qu'il ne « s'alignait sur personne ». Une appréciation qui n'est pas celle d'Elleinstein : ce dernier a vivement réagi à la position du PCF, en soulignant l'alignement du PCF sur Moscou.

KONOPNICKI AGRESSÉ PAR DES MILITANTS DU PCF

Konopnicki, ancien dirigeant de l'UEC en rupture de parti, avait produit dans *Liberation* un douteux plaidoyer en faveur de l'usage des stupéfiants. A l'occasion, il révélait que, dans le cercle JC de Zarka, actuel dirigeant de la JC, il n'était pas rare que les réunions se déroulent autour de quelques cigarettes euphorisantes. Dans la nuit de samedi à dimanche, Konopnicki a été agressé par quatre individus qui lui ont reproché son article. Il est à l'hôpital avec une fracture du nez.

BUDGET

Ce lundi 7 janvier a repris la session de l'Assemblée nationale qui doit rediscuter du budget, après l'annulation par le Conseil constitutionnel de la longue et laborieuse discussion de la précédente session.

AMÉRIQUE LATINE

Au Salvador, l'armée quadrille la capitale et les principales villes du pays, après l'attaque contre le quartier général de la garde nationale.

Les affrontements auraient fait au moins dix morts. Le gouvernement militaire — dont le dernier civil a démissionné — tente une solution de replâtrage politique, en négociant avec la Démocratie chrétienne pour former un gouvernement civil. Depuis vendredi, des membres de l'« Union des habitants des taudis » occupent une église de la capitale.

A Costa-Rica, la grève des bananeraies appartenant à la Standard Fruit Company dure depuis plus de deux semaines, et s'étend à d'autres bananeraies.

Poniatowski : plutôt Brejnev que le tiers-monde ?

Dans le dernier numéro du « Figaro Dimanche », le prince Poniatowski, qui, bien que mis en réserve, n'en reste pas moins le conseiller numéro un de Giscard d'Estaing, fait la déclaration suivante : « Nous, Européens, nous devons à la fois être extraordinairement attentifs à la lourde pression militaire soviétique à nos frontières, mais ne pas oublier que la force soviétique sera peut-être un jour nécessaire pour contrebalancer l'énormité de la masse asiatique. C'est le problème le plus fréquent en diplomatie des exigences contraires du court et du moyen terme. »

Si ce sont de telles considérations qui inspirent la politique giscardienne on comprend mieux le sens pro-

fond de son esprit de conciliation avec l'URSS et la grande modération des réactions face à l'invasion de l'Afghanistan par exemple. Peut-être un jour faudra-t-il s'unir avec ces agresseurs contre le Tiers-Monde ? La « masse asiatique » dont parle Poniatowski n'est-elle pas la Chine ? Avant la seconde guerre mondiale, certains cherchèrent aussi à utiliser Hitler contre l'URSS. Les conceptions du prince Poniatowski sont à l'opposé des nécessités d'une opposition effective aux agressions de l'URSS : celle-ci suppose en effet une unité avec le Tiers Monde, et notamment la République populaire de Chine.

P. B.

La position du gouvernement français François-Poncet : la condamnation de la France restera verbale

Interrogé au Club de la Presse d'Europe sur la situation en Afghanistan, le ministre français des Affaires étrangères, Jean François-Poncet, a exclu toute mesure de rétorsion économique à l'encontre de l'URSS. Le gouvernement français, tout en considérant l'agression soviétique comme « un coup très sévère » porté à la détente, se bornera à voter à l'ONU la résolution exigeant le retrait des troupes soviétiques. Mais le gouvernement français, à l'inverse de celui des Etats-Unis, ne prendra

pas de mesures de rétorsion économique. Il a également confirmé que la France ne boycotterait pas les Jeux Olympiques.

Si la détente a subi un coup, il convient, selon le ministre français, de ne pas prendre de mesures coercitives, de telles mesures risquant, selon lui, d'anticiper sur ce processus de dégradation de la détente. Tout de même, la France n'ira pas jusqu'à livrer à l'URSS les céréales que les Etats-Unis lui refusent désormais.

Pour l'essentiel, la position très timide de la diplomatie française résulte d'une logique qui a déjà fait ses preuves, par la négative, avant la dernière guerre mondiale : alors même qu'une puissance impérialiste prend une attitude de plus en plus ouvertement agressive, on s'emploie à prêcher l'absence de riposte, sous le prétexte de ne pas envenimer la situation. Une telle attitude n'a jamais servi à autre chose qu'à encourager les agresseurs à persévérer dans leurs activités.

Tel. : 205-51-10

politique

Menées racistes de l'extrême droite

Le Pen, président du Front national a été inculpé vendredi 4 janvier à Paris de provocation à la discrimination raciale. Le MRAP avait déposé plainte en raison de placardages au printemps dernier d'affiches du Front national qui affirmaient : « Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés de trop. La France et les Français d'abord ». Au cours d'une conférence de presse, le Pen a déclaré : « Cette loi de 1972, obscure, votée de nuit en vertu de laquelle je suis inculpé devrait être réformée, car elle permet tous les arbitrages ».

Au nom de la liberté, Le Pen revendique le droit à la provocation à la discrimination raciale ! Le Pen pourrait, selon la loi, être condamné à une peine de un mois à un an de prison, à une amende de 2 000 à 30 000 F ou à l'une de ces deux peines.

Ce sont les menées racistes du GUD, un autre grou-

pe d'extrême-droite, que l'intersyndicale de l'université de Lille vient de dénoncer. Le bureau d'un professeur de cette université, militant du comité de défense des étudiants étrangers, a en effet été mis à sac le 3 janvier par des membres du GUD. Le professeur avait reçu des menaces par courrier et par téléphone tout au long du mois de décembre.

L'université a porté plainte.

Ce type d'action pourrait se développer au moment où le gouvernement met en place ses lois racistes. En ce qui concerne les universités, la réforme des modalités d'inscription des étudiants étrangers, publiée au journal officiel du 3 janvier, vise à limiter au gré du gouvernement, le droit des étrangers à faire leurs études en France, et sera aussi prétexte à de nouvelles expulsions.

De nombreux militants de la CGT ou du PCF signent l'appel pour l'union dans les luttes

L'appel lancé le 18 décembre 1979 par une centaine de personnalités, membres du PCF, du PS ou sans parti, a recueilli plus de mille signatures dont celle de plusieurs responsables confédéraux de la CGT.

Cet appel qui refuse qu'« aux luttes de masse soient substituées des stratégies d'Etat-major », témoigne d'un renforcement de la contestation de la ligne du PCF en son sein.

Le texte met en garde contre l'évolution du rapport de forces politiques favorable à la droite, appelle à réaliser « l'union à la base et dans les luttes », et considère « l'union des forces de gauche comme un élément décisif de l'essor d'un mouvement populaire ».

Plusieurs responsables de la CGT viennent de signer cet appel : René Buhl, membre du secrétariat confédéral qui a prononcé le discours de clôture au dernier congrès de la CGT, Ernest Deiss et Jean-Claude Laroze (PS), membres du bureau confédéral, Pierre Feuilley (PS) et Janine Parent (PS), membres de la com-

mission exécutive. Bien d'autres militants connus de la CGT ont allongé la liste des signataires : des responsables immigrés de la CGT Billancourt, deux membres du bureau de l'UD de Seine-Maritime, le secrétaire du syndicat des officiers de pont du Havre...

Pour l'instant aucun responsable de haut niveau de la CFDT ne les a suivis dans cette démarche, mais de nombreux syndiqués CFDT ont approuvé l'appel.

Plusieurs mitterrandistes et notamment des élus et des représentants de la FEN ont signé aussi, mais il faut surtout citer parmi les nouveaux venus de nombreux

membres du PCF. D'une part les « militants critiques » de la revue « Lutttes et Débats », des membres de l'équipe de la revue « Dialectiques », et J. Elleinstein (qui avait été écarté de la première liste), R. Jean, A. Spire et J. Brière.

D'autre part, beaucoup d'élus ou anciens élus du PCF : M. Krivitsky, adjointe au maire d'Anthony, D. Thibaut, conseiller municipal de Lille, G. Duprat, ancien député de Lot-et-Garonne, A. Pierrard, ancien député de Dunkerque, Pierre Thorez, fils de l'ancien secrétaire général du PCF, et F. Esquer, membre du comité fédéral de Seine-Maritime, ont aussi signé l'appel.

En passant le cap des mille signatures et en recueillant un succès notable chez les travailleurs, au point que certains des signataires proposent de réaliser des comités d'union comme au Crédit Lyonnais à Paris, l'appel témoigne d'un

certain rejet des politiques des partis de gauche, et d'un aiguisement des contradictions notamment au sein du PCF.

UN AUTRE SIGNE DE LA CRISE DANS LE PCF ?

Notons par ailleurs le départ discret de Laurent Salini de la rédaction de L'Humanité : pas une ligne pour signaler la cessation des activités de ce journaliste qui pendant 15 ans a dirigé dans l'organe central du PCF le service politique et social. Passé récemment à la direction de la page consacrée aux commentaires politiques sur la télévision et la radio, il vient d'être mis à la retraite alors qu'Andrieu est de six mois son aîné. Salini aurait refusé qu'il y ait un « pot » donné en l'honneur de son départ.

Didier DELORME

international

Cambodge (Kampuchéa)

C'est le 1er janvier 1979 que l'expansionnisme vietnamien lançait sa guerre d'agression contre le Kampuchéa démocratique (Cambodge). Avec douze divisions fortes de 100 000 hommes et puissamment armées par les Soviétiques, le Vietnam se lançait dans ce qu'il pensait être une « guerre-éclair ». Le 7 janvier, alors que les chars vietnamiens retraient dans Phnom Penh, Hanoï croyait peut-être déjà avoir gagné la guerre. Moscou et Hanoï se réjouissaient. Mais c'était sans compter avec la résistance héroïque des patriotes cambodgiens qui, désormais, s'engageaient dans une nouvelle guerre populaire.

Rappelons qu'au départ, Vietnamiens et Soviétiques (et en France les dirigeants du PCF) prétendaient que Phnom Penh était « libérée » par un soi-disant « Front uni de salut national du Kampuchéa » dont on n'a plus guère entendu parler depuis ! D'ailleurs, la création de cette officine des Vietnamiens avait été annoncée par Radio-Hanoï juste quelques semaines auparavant !

L'ÉCHEC DE LA « GUERRE-ÉCLAIR »

En envahissant le Kampuchéa, les troupes vietnamiennes ont soumis plusieurs villes à des destructions massives. Les agresseurs criaient « victoire » pour avoir mis si peu de temps à prendre la capitale... qui comme toutes les villes avait été évacuée depuis 1975. Cette agression comptant sur une énorme puissance de feu, n'a pu contraindre les patriotes cambodgiens à reculer provisoirement et se replier hors des villes, que grâce à l'appui logistique de l'URSS. Par cette agression, qui suivait d'ailleurs de deux mois la signature d'un « traité d'amitié soviéto-vietnamien » (1) et l'intégration du Vietnam dans le Comecon, le Vietnam s'est affirmé comme le

Cuba de l'Asie du Sud-Est.

Depuis longtemps, les dirigeants du pays avaient prévu une « guerre-éclair » des Vietnamiens à la saison sèche. Face à la supériorité militaire écrasante des envahisseurs, ils ont appelé le peuple à mener à nouveau la guerre populaire, qui lui avait permis de vaincre en 1975 l'impérialisme américain, également vaincu au Laos et au Vietnam.

C'est cette lutte que le peuple du Kampuchéa mène depuis un an. On peut dire que la « guerre-éclair » du Vietnam a échoué. Il n'en est pas moins vrai que le peuple cambodgien, à qui sont infligés des souffrances atroces, est menacé dans sa survie.

LA « FÉDÉRATION INDOCHINOISE »

Ayant chaussé les bottes de l'impérialisme américain, le Vietnam et l'URSS se condamnent eux-mêmes à subir le même sort. Dans la période présente, l'agression soviéto-vietnamienne a mis sérieusement en jeu la paix et la sécurité dans toute l'Asie du Sud-Est et créé une situation d'une extrême gravité. Depuis longtemps déjà, les dirigeants vietnamiens formaient le projet de réaliser une « fédération indo-

Le 7 janvier 1979, les vietnamiens, appuyés par l'URSS, s'emparaient de Phnom Penh

Un an de résistance pour la survie d'un peuple

chinoise » (2) qui serait sous leur tutelle. Depuis plusieurs mois, ils occupent et contrôlent le Laos, avec lequel ils ont signé un « traité d'amitié spéciale » allant dans ce sens et qui bafoue les droits fondamentaux du peuple Lao. Avec le Kampuchéa démocratique, ils n'ont pu y parvenir, alors ils tentent de l'imposer par la manière forte.

RÉSISTANCE A L'AGRESSION

Comme en Afghanistan et en Erythrée, le social-impérialisme russe agit en fonction d'objectifs stratégiques. Dans le cas du Cambodge, les ambitions d'hégémonie mondiale de l'URSS s'appuient sur les ambitions régionales de Hanoï. Moscou avait déjà l'objectif de contrôler le détroit de Malacca, entre la Malaisie et l'Indonésie. Il met en place, en différents points du globe, son dispositif politico-militaire.

A l'exception des dirigeants du PCF en France et des forces pro-soviétiques dans le monde, les forces politiques sont très nombreuses à condamner l'agression vietnamienne, y compris dans les instances internationales comme l'ONU. Là encore, comme aujourd'hui pour l'Afghanistan, la République populaire de Chine se place à la tête des



Char soviétique capturé peu après l'invasion vietnamienne par les résistants khmers.

pays qui soutiennent fermement la résistance contre les ambitions hégémonistes, et particulièrement actuellement celles de l'URSS. Ce 7 janvier, à l'occasion de ce premier « anniversaire », des manifestations de soutien au peuple cambodgien sont prévues dans plusieurs pays. Les agresseurs vietna-

miens sont aujourd'hui en difficulté, notamment pour lancer une nouvelles grande offensive. Et au Cambodge, différentes forces, dont le Parti communiste du Kampuchéa et le gouvernement légitime, intensifient la résistance. En France, renforçons le soutien sous toutes ses formes à la lutte du

peuple cambodgien.

Claude LEBRUN

Notes : (1) Le traité a été signé le 3 novembre 1978. (2) Fédération regroupant le Vietnam, le Cambodge et le Laos.

18 mois de discussions nationales sur le temps de travail

Mardi 8 janvier, patrons et syndicats se rencontreront une nouvelle fois pour discuter de la réduction du temps de travail. Un enjeu de taille pour les « partenaires sociaux », puisque ces discussions-marathon durent depuis dix-huit mois, la dernière réunion en date étant celle du 16 novembre. Enjeu pour les patrons qui veulent imposer la durée annuelle du travail, enjeu pour les organisations syndicales qui soutiennent la revendication des travailleurs de réduire la durée de la journée de travail au-dessous des quarante heures. Depuis plusieurs semaines, le gouvernement parle d'intervenir par une loi-cadre ou des recommandations si les négociations continuent de piétiner. Cette réunion du 8 janvier peut donc être décisive d'une certaine façon.

18 mois de discussion sur le temps de travail sans résultat, voici le constat de la concertation giscardienne que pourront faire mardi 8 janvier CNPF et syndicats. Les discussions s'étaient menées à la rentrée 1978 en parallèle avec les négociations sur l'indemnisation du chômage. Arrêtées au cours de l'hiver 1979, elles ont repris à la rentrée dernière, et ne débouchent toujours pas.

En effet, les patrons veulent frapper un coup marquant à la législation de la durée du travail. Ils veulent supprimer le calcul hebdomadaire de l'horaire de travail, et le remplacer par un horaire annuel. Yvon Chotard avait déjà déclaré à la *Dépêche du Midi* en avril 1978 : « La loi des 40 heures a 42 ans. Elle n'est plus adaptée à notre temps ». Reprenant les aspirations de plus en plus forte des travailleurs à avoir des journées de travail plus courtes, les patrons veulent donc faire sauter la loi des 40 heures.

On sait pourtant que cette

loi n'a jamais été appliquée sauf pendant quelques mois à son instauration en 1936. En témoigne par exemple, le tout dernier décret gouvernemental qui vient de limiter à 46 heures au lieu de 48 heures, les heures de travail dans certaines branches (chimie et sidérurgie en particulier) ! Les patrons ne s'embarrassent guère pour tourner leur propre législation quand ils ont dû céder à la pression des travailleurs.

UNE LOI DEPASSEE

Ce qui est nouveau depuis deux à trois ans, c'est la conjoncture économique. Dans la situation de crise profonde, face à la restructuration, avec en particulier le développement à grande échelle du chômage partiel, ne pas appliquer la loi ne suffit plus. Il faut l'abolir pour donner plus de souplesse à la production.

On se souvient de tout le bruit fait à l'automne 1978 autour du procès de Saint-Dié. Un patron était condamné parce qu'il faisait



Modifier la durée hebdomadaire du travail au gré des besoins de la production : tel est le but recherché par les patrons à travers l'horaire annuel.

travailler ses ouvriers 40 heures en quatre jours. Règlement tout à fait illégal, et qui avait fait « réfléchir » à l'époque, le ministre du travail Robert Boulin.

Les patrons sont donc partis en guerre pour faire sauter ce qu'ils ont appelé les « quatre verrous » : l'horaire hebdomadaire, l'impossibilité de faire 40 heures en mois de cinq jours, les décrets de durée maximale du travail hebdomadaire et enfin l'impossibilité de faire plus de 48 heures par semaine pendant plus de 3 mois d'affilée (car il peut y avoir dérogation jusqu'à 60 heures !). Ils ont donc proposé aux syndicats de discuter de l'horaire annuel qui fait sauter tous ces verrous.

UN RECU DE CINQUANTE ANS

Partis sur une base annuelle de 1 920 heures, ils sont après 18 mois d'accord sur celle de 1 856 heures, auxquelles pourraient s'ajouter un peu plus de 200 heures supplémentaires (calculées en fin d'année). Ces quelques reculs de chiffres montrent le prix que les patrons accordent à leur objectif : ce qu'il veulent arracher c'est le principe de l'horaire annuel.

Depuis que les travailleurs

luttent dans les usines, ils se sont battus pour obtenir cette fameuse garantie du calcul hebdomadaire du temps de travail, seul moyen pour eux de ne pas être manipulé à merci, au gré de la production, 60 heures pendant les mois de grosses commandes, 30 ou 20 heures quand elles baissent.

On comprend donc la longueur de la discussion. Les syndicats défendent avec plus ou moins de fermeté le principe de la durée hebdomadaire, et au moins veulent-ils des garanties dans l'horaire annuel. Mais leur principal objectif est d'obtenir des réductions d'horaires conséquentes, au-dessous des 40 heures (pour la CGT et la CFDT), 5^e semaine de congés payés (pour FO).

C'est une discussion complexe donc, et le danger est grand que les patrons — pour qui il n'est pas question de toute façon de généraliser une réduction d'horaires — obtienne en partie ce qu'ils veulent, un recul sur le principe.

Ceci d'autant plus que le gouvernement propose sa « médiation ». On ne connaît pas encore ses positions précises, mais on sait bien qui elles vont favoriser...

Claire MASSON

Mouvements de grève à la SNCF la semaine prochaine

Dans la période du 12 au 20 janvier, la CGT et la CFDT appellent l'ensemble des cheminots, soit 265 000 travailleurs, à des mouvements de grève, pour les salaires, la réduction du temps de travail, contre la conduite à un agent seul par les trains...

Le mouvement commencera dès le vendredi 11 janvier au soir pour les rouleurs qui seront en grève pour quarante-huit heures, grève pouvant être reconduite selon des décisions qu'ils pourraient prendre, dépôt par dépôt.

En particulier la réglementation prévoyant la conduite par un seul agent, que les cheminots ont toujours refusée, doit entrer en application le 14 janvier.

SNIAS St-Nazaire, nouvelles actions contre le licenciement de 7 délégués



Une nouvelle manifestation a rassemblé vendredi 4 janvier à St-Nazaire plusieurs milliers de métallos devant les portes de la SNIAS, à l'appel de la CGT et de la CFDT, pour protester contre le licenciement de sept délégués CGT, décidé et maintenu par la direction. Le mercredi précédent, les ouvriers avaient bloqué le départ des tronçons d'Airbus fabriqués à St-Nazaire.

Les travailleurs de la SNIAS sont en fait en lutte depuis plusieurs mois en particulier contre l'intensification des cadences.

C'est en effet ainsi, en intensifiant les cadences, plutôt qu'en embauchant (alors que 6 000 métallos sont au chômage dans la région de Nantes-St-Nazaire) que la direction de la SNIAS compte répondre aux commandes nombreuses d'Airbus 300 et 310. La direction, qui s'attaque en outre aux salariés, a toujours refusé la discussion et répondu par des sanctions, dont celle du licenciement de sept délégués est la plus grave.

A Brest, 5 000 manifestants contre l'inculcation de syndicalistes paysans



C'est en vertu de la sinistre loi anti-casseurs, que 8 responsables syndicaux de la Fédération du Finistère des syndicats d'exploitants agricoles sont poursuivis et inculpés. Ceci intervient à la suite d'actions contre un cumulard près de Brest : lutte en fait pour le droit au travail de paysans privés de terre par la spéculation et le cumul de terres. Dans le cas précis, le cumulard concerné obtenait la location de 17 hectares, alors qu'il en possédait déjà 91 et en privait ainsi 6 petits exploitants candidats à la location de ces terres et qui cultivent, eux, 7 à 13 hectares chacun.

Ce sont 5 000 personnes qui ont manifesté vendredi à Brest contre ces inculpations particulièrement graves, manifestation de paysans soutenue par les syndicats ouvriers CGT et CFDT.

Lille, le collectif de lutte contre le chômage interdit d'expression

A la veille des fêtes de fin d'année, le collectif lillois de lutte contre le chômage avait décidé d'intervenir dans les rues piétonnières commerçantes du centre de Lille. Avec des panneaux, un tract et un sketch très vivant. Le collectif tenait à rappeler la situation des chômeurs et dénonçait le scandale du chômage sur les lieux même où s'affiche l'abondance.

Le contraste était particulièrement saisissant entre les vitrines luxueuses, les préparatifs de « grande bouffe » qui s'étaient, les Pères Noël qui déambulaient, et la réalité du chômage particulièrement élevé dans la région, décrite par les militants du collectif.

Dans son tract, le collectif interrogeait la population : « Est-il normal que dans une société riche et développée comme la nôtre, capable de produire à profusion non seulement le nécessaire, mais aussi le luxe, il y ait des travailleurs à qui l'on refuse de laisser gagner leur vie, des jeunes sans perspective d'emploi à la sortie de l'école, des moins jeunes

qu'on met d'autorité à la retraite anticipée, des femmes qu'on culpabilise parce qu'elles veulent travailler, des immigrés qu'on refoule après les avoir exploités, des intérimaires qui vivent dans l'angoisse du lendemain ? Non, le chômage n'est pas supportable ».

LA POLICE CONTRE LE COLLECTIF

Mais, à peine le sketch commencé, une nuée de policiers embarquaient les acteurs et une grande partie des porteurs de pancartes et des diffuseurs de tracts (une vingtaine de personnes en tout) devant un public indigné qu'on interdise ainsi la parole aux chômeurs. Cette intervention de la

police rentre dans le cadre de la politique de la préfecture et du gouvernement pour interdire toute expression, dans le centre des grandes villes, des luttes des travailleurs pour leurs droits et leurs libertés.

Déjà, l'année 1979, les manifestations des étudiants contre la circulaire Bonnet et des femmes pour l'avortement et la contraception et tout dernièrement la manifestation du comité anticarcère contre les lois Bonnet-Stoléru n'ont pas été autorisées dans le centre de Lille pour être reléguées sur un parcours moins fréquenté.

Aux militants du collectif de lutte contre le chômage, qui aussitôt que leurs camarades ont été embarqués, sont allés en délégation à la mairie demander leur libération et des explications. Un membre du cabinet du maire et un officier de police, responsable de « l'ordre public » ont tenté de justifier l'intervention de la

police par la simple raison que le collectif n'avait pas fait de demande d'autorisation officielle à la préfecture pour tenir son animation de rue.

POUR SUIVRE L'ACTION

Le collectif, pour sa part, doute de l'argumentation mais la prendra au mot en demandant une autorisation pour la prochaine intervention.

Simultanément, il informera les syndicats, les organisations politiques, les associations locales de sa démarche, et demandera le soutien pour s'opposer à une nouvelle interdiction. En tout état de cause, il poursuivra son action, pour que les chômeurs ne soient pas les oubliés de notre société. Il participera au développement de l'unité, et de la lutte contre le scandale du chômage.

Correspondance Lille

Pour téléphoner au
Quotidien du Peuple
NOUVEAU NUMERO
205-51-10

international

Afghanistan

L'approbation embarrassée du PCF

C'est seulement samedi que le PCF a fait connaître sa position officielle sur la situation en Afghanistan. Le communiqué du Bureau politique réaffirme « l'attachement indéfectible du PCF » au prince de non-ingérence et au « droit pour tout pays de demander l'aide d'un pays allié pour faire face à des immixtions extérieures ». Et, fort des « explications du gouvernement soviétique » et « des déclarations du gouvernement afghan », il « souhaite que le processus démocratique engagé depuis 1978 se développe rapidement et permette au peuple afghan d'assurer, en toute souveraineté et dans la paix, sa marche vers le progrès ».

En répondant par ailleurs favorablement à l'invitation de Giscard, le PCF tient à éviter de se trouver complètement isolé et entend se montrer soucieux de disposer de toute l'information possible. Information dont ne bénéficieront sans doute pas les lecteurs de « L'Humanité » qui depuis une semaine s'est déployée à justifier l'intervention soviétique. Entreprise difficile comme en témoigne l'embarras du PCF, et qui renforcera sans doute les contradictions en son sein.

Alors que l'agression soviétique faisait la une des quotidiens du 28 décembre, L'Humanité, dans un petit article relégué en page 6, intitulé « nouveau pouvoir à Kaboul », se retranchait derrière les déclarations de Karmal pour évoquer les changements de régime, citait le Département d'Etat US pour parler d'un « pont aérien établi entre l'URSS et l'Afghanistan », pont dont l'existence « n'avait pas été confirmée par Moscou », et dénonçait « une rébellion des éléments féodaux » comme « l'intervention des puissances étrangères », comprenez le Pakistan et les USA.

Au fil de ses articles « d'information », L'Humanité ignore, minimise et enfin (le 31) justifie l'intervention soviétique en se retranchant derrière les « explications » de la Pravda.

Aucun journaliste ou responsable du PCF ne signe d'article sur les changements survenus en Afghanistan avant le mercredi 2, et c'est avec dix jours de décalage que le bureau politique définit la position du PCF.

Notons enfin que le PCF prend soin de préciser qu'il se fonde « sur les explications de l'URSS » et affirme

en conclusion « qu'il suit avec attention l'évolution de la situation ».

...MAIS SANS AMBIGUITE

Le PCF nuance sa position en laissant ainsi la porte ouverte à un changement d'attitude, mais sur le fond sa position est claire et reprend pour l'essentiel les déclarations soviétiques. La rébellion étant assimilée à une « ingérence extérieure », le PCF invoque « le droit naturel de légitime défense » pour justifier l'appel à « l'allié soviétique » « conformément au traité conclu en décembre 1978 » (édito de Moreau le 31).

Le communiqué rappelle que Marchais s'entretenait le samedi 5 avec Berlinguer, et conduit cette semaine une délégation du PCF en URSS. Si dans les deux cas « le combat pour un nouvel ordre international » sera au centre des entretiens, ce n'est pas l'inquiétude devant l'agression soviétique qui explique ces voyages qui entrent dans « l'activité internationale intense déployée dans la dernière période par le secrétaire général du PCF ».

LA PROPAGANDE DU PCF

La principale tactique du PCF consiste à réduire les détracteurs de l'URSS aux USA ou aux impérialismes occidentaux. « Tout ce qui s'agit ainsi, c'est en un mot l'impérialisme », déclarait Moreau en ne citant que les protestations des USA, du Royaume Uni et de la France. Pas un mot pour expliquer les condamnations de la Chine et des autres pays du Tiers Monde, ni celles du PCI, du PCE ou de la Yougoslavie. S'appuyant sur la juste hostilité aux impérialismes occidentaux, le PCF cherche à dénigrer toute critique. En s'attaquant à « ceux qui s'agitent », il ne parle pas de ceux qui agissent, en l'occurrence les troupes russes et les afghans à leur solde. Quatre jours de suite ce seront les manœuvres de Carter qui feront la une de L'Humanité.

A lire ce journal pendant

La désapprobation totale du Mouvement de la paix

Le Mouvement de la paix « estime l'intervention soviétique contraire aux principes de non-ingérence et d'indépendance des peuples. Il demande le retrait des troupes soviétiques pour que le peuple afghan dispose librement de son destin, comme nation indépendante, hors de toute présence étrangère. »

ce temps, l'essentiel de l'activité de l'URSS serait de produire des communiqués, et c'est là le deuxième axe de la propagande du PCF : la publication à longueur de colonnes des seules explications de la Pravda et du régime prosoviétique afghan.

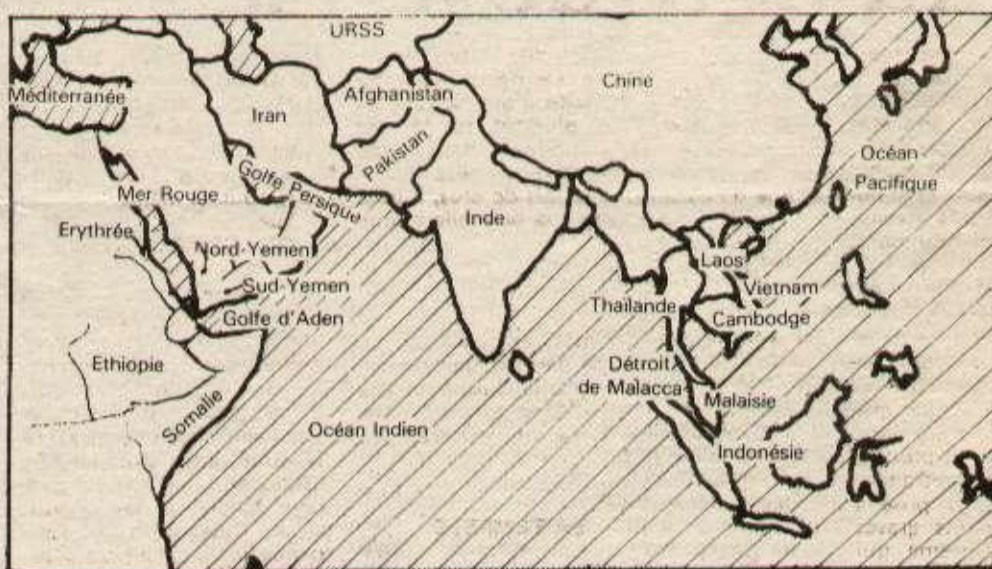
Troisième type de manipulation : « les données », qui « doivent être présentes à l'esprit ». Données inédites car depuis l'arrivée de Karmal, Amin jadis loué par L'Humanité, devient « l'homme de l'opération de déstabilisation ». Pour L'Humanité du 29, « le calme est revenu à Kaboul », celle du 31 affirme « Kaboul était calme hier », celle du 1^{er} janvier insiste : « la vie a retrouvé un rythme normal à Kaboul ». Propos rassurants chargés de cautionner le retrait des promesses de paix, de liberté du président Karmal.

Marchais a-t-il en réserve d'autres arguments pour convaincre Berlinguer ? Les silences de L'Humanité à propos des déclarations du PCI et du PCE permettent d'en douter. Le Mouvement de la paix (cf. encadré), très proche du PCF, contredit complètement l'approbation embarrassée de ce dernier. De quoi aviver encore les contradictions qui secouent le PCF

Didier DELORME

Regards sur une carte après l'occupation de l'Afghanistan

Que veut l'URSS ?



En occupant militairement l'Afghanistan, l'URSS n'est plus qu'à 500 km du Golfe. Pour atteindre l'Océan Indien, deux pays lui font obstacle : le Pakistan et l'Iran.

En accusant le Pakistan de menacer l'intégrité territoriale de l'Afghanistan (alors que 30 000 à 40 000 soldats russes occupent ce dernier pays !), Moscou n'est-il pas en train de préparer le terrain à une éventuelle agression ou subversion intérieure contre le Pakistan, d'autant plus que ce pays est en proie à une crise latente ?

Côté Iran, Moscou fait les yeux doux au régime islamique, espérant sans doute en obtenir les faveurs. Mais la condamnation particulièrement ferme prononcée par l'Iran contre l'occupation de l'Afghanistan par l'URSS, taxée de « superpuissance » par les autorités iraniennes au même titre que les USA, augure mal du rapprochement soviéto-iranien souhaité par Moscou. Dans ces conditions, Moscou changera-t-il de tactique à l'égard du gouvernement iranien ? Comment utilisera-t-il les difficultés internes auxquelles le gouvernement iranien est confronté, tant sur le plan économique que dans ses rapports avec les minorités nationales ? Ceci est à suivre de près...

LE PASSAGE MEDITERRANEE-OCEAN INDIEN

Dans la région de la Mer Rouge et du Golfe d'Aden qui commande le passage entre l'Océan Indien et la Méditerranée, deux pays sont déjà placés dans l'orbite de l'URSS : l'Ethiopie et le Sud-Yemen.

En étant présent en Ethiopie et en soutenant militairement son gouvernement dans sa guerre contre l'Erythrée, bordée par la Mer Rouge, Moscou veut obtenir un accès direct sur cette mer, côté ouest ; accès qu'il détient déjà, côté est, par son emprise sur le Sud-Yemen.

Rappelons que l'URSS avait déjà tenté de placer la Somalie et le Nord-Yemen sous sa coupe, tentatives repoussées jusqu'à présent. On sait que tout en intervenant au Sud-Yemen,

l'URSS s'est proposée de livrer des armes au Nord-Yemen.

LE PASSAGE OCEAN INDIEN-PACIFIQUE

Dans la région de l'Asie du Sud-est, qui commande le passage entre l'Océan Indien et le Pacifique, l'URSS a marqué des points importants depuis la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam, au Cambodge et au Laos.

L'occupation vietnamienne du Laos et du Cambodge, avec le soutien politique et militaire de Moscou, est une preuve particulièrement flagrante de la poussée de l'URSS dans cette région.

En Inde, les élections en cours semblent consacrer le retour au pouvoir d'Indira Gandhi. Dans ce cas un rapprochement soviéto-indien est envisageable. Rappelons en tout cas, qu'Indira Gandhi avait signé en 1971 un traité d'amitié avec l'URSS et que son parti s'est prononcé en faveur de l'occupation vietnamienne du Cambodge.

Mais, pour arriver jusqu'au Détroit de Malacca qui contrôle le passage entre les 2 océans, 2 pays font obstacle aux plans de Moscou : la Thaïlande et la Malaisie, sans oublier la résistance armée qui se développe au Cambodge et dont Hanoï n'arrive pas à venir à bout.

Il faut ajouter que la Thaïlande et la Malaisie sont membres de l'ASEAN, (Association des Etats du Sud-Est Asiatique) qui regroupe aussi l'Indonésie, Singapour, et les Philippines) et qu'en touchant à l'un ou l'autre de ces 2 pays, l'URSS risque fort d'engendrer l'hostilité de tous les autres membres de l'ASEAN.

Dans ces conditions, quelle sera la tactique suivie par l'URSS vis-à-vis de ces pays : nouvelles utilisations du Vietnam qui se chargerait d'une attaque militaire contre la Thaïlande dans un premier temps, ou bien tentatives de subversion intérieure en tentant d'exploiter le mécontentement populaire très vif et tout à fait légitime à l'égard de régimes profondément réactionnaires et répressifs ? Ou encore

tentatives de coups d'Etat militaires en s'appuyant sur certains officiers, sur l'armée ? La question reste posée.

MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF MONDIAL

Ce qui apparaît lorsqu'on regarde une carte de cette vaste région, c'est que les interventions de l'URSS ne sont pas indépendantes les unes des autres, mais correspondent à la mise en place d'un dispositif stratégique mondial.

Les ambitions planétaires du social-impérialisme russe exigent qu'il mette la main notamment sur les différents passages maritimes entre océans (Méditerranée - Océan Indien, Océan Indien - Océan Pacifique).

En les contrôlant, l'URSS peut empêcher le passage des différentes flottes militaires adverses d'un océan à l'autre. Elle peut en même temps, et ce n'est pas son moindre intérêt, empêcher l'approvisionnement de l'Europe en matières premières, et surtout en pétrole du Moyen-Orient. En contrôlant le Détroit de Malacca, c'est tout l'approvisionnement du Japon qu'elle peut bloquer (90 % du pétrole acheté par le Japon passe par là).

L'AFGHANISTAN : UN NOUVEAU JALON

Pour en revenir à l'occupation militaire de l'Afghanistan, il apparaît, après ce regard sur une carte, qu'il ne s'agit pas seulement d'un pays de plus dans l'orbite soviétique, mais surtout d'un nouveau jalon dans la mise en place du dispositif stratégique mondial de l'URSS. Plus que jamais, les dangers d'une nouvelle guerre mondiale se précisent. Plus que jamais, nous devons les dénoncer et soutenir la résistance armée des peuples en lutte contre l'agression directe ou non de leur pays, par les superpuissances et, particulièrement aujourd'hui par le social-impérialisme soviétique : Erythrée, Cambodge, Afghanistan.

Claude LIRIA



L'Humanité du 28 décembre 1979 évoque une « insurrection » à Kaboul et le lendemain ose parler d'« indépendance » du nouveau gouvernement.

La Hague

Fuite à la « poubelle nucléaire du monde »

Vendredi matin, la radio annonçait que l'usine de traitement de déchets nucléaires de La Hague avait dû arrêter ses rejets dans la mer, à la suite d'une fuite... La décision était intervenue deux jours plus tôt, sur la base des résultats d'analyses sur des algues prélevées dans la mer à 300 m du rivage, par quatre mètres de fond : elles étaient plus contaminées que d'habitude. Une fois de plus, l'usine de La Hague, surnommée à juste titre « la poubelle atomique du monde », faisait parler d'elle.

L'usine de La Hague reçoit des déchets nucléaires d'un peu partout. Du Japon, par exemple, où l'on a préféré exporter ces dangereux produits, plutôt que de les retraiter sur place. Décision prise après des accidents graves. Mais pour la Cogema, qui gère le centre, ça n'a pas d'importance : il y a de gros profits au bout, puisqu'on récupère entre autres du plutonium. Et chaque fois que le *Pacific Fisher* arrive à Cherbourg avec son chargement, des centaines de flics sont là pour escorter les déchets jusqu'à bon port.

DIRECTEMENT DANS LA MER

À la Hague, on traite les déchets, mais on en stocke encore plus. Toujours davantage. Dans les piscines... On rejette aussi dans la mer, sans vergogne. Et on fait comme si les courants situés au large, là où s'arrête la canalisation, avaient le pouvoir de digérer la radio-activité... En fait, même quand la canalisation n'a pas de grosse fuite, c'est en permanence que l'usine de La Hague pollue la mer. À 400 km de là, les Gallois ont retrouvé des algues qui avaient reconcentré des éléments radio-actifs !

Cette fois, c'est bien plus près du rivage que les algues ont été contaminées, d'une façon sérieuse, même si les autorités déclarent que ce n'est pas grave.

CAFÉ RADIO-ACTIF ? NON MERCI !

Les autorités multiplient les déclarations apaisantes. Pourtant, on ne sait même pas quand la fuite a commencé : les examens ont été faits début décembre. Ils demandent du temps. Et la dernière visite de la canalisation remonte à septembre. C'est seulement tous les trois mois qu'on examine quatre sortes d'algues, alors que par le passé, les analyses étaient hebdomadaires. La fuite a donc peut-être débuté il y a plus de trois mois. Il faut dire aussi que l'installation ne date pas d'hier, mais de 1965, et que les incidents n'ont pas cessé sur la canalisation. En 1976, pour la seule partie interne à l'usine, une trentaine de fuites avaient été recensées. Aujourd'hui, cette section a été remplacée par une tuyauterie en acier inoxydable placée sur une rigole en béton... destinée à recueillir des fuites ! Mais rien n'est prévu pour la section qui passe sous les champs jusqu'à la mer, et dans la mer elle-même. C'est ainsi qu'aujourd'hui, l'Anse des

Moulinets est polluée. Le barrage des Moulinets aussi, qui alimente l'usine en eau douce... C'est avec cette eau que le personnel faisait son café...

LA TEMPÊTE

Pour l'instant, les rejets ont donc cessé. On stocke, une fois de plus. Mais il est certain qu'on ne peut pas le faire au-delà de quinze jours, faute de place. Ce délai sera-t-il suffisant pour apprécier sérieusement les dégâts et réparer d'une façon fiable ? On peut en douter. La Cogema prendra-t-elle la décision d'arrêter toute la production, alors que depuis début décembre, la Hague a commencé à traiter les déchets des centrales PWR ? *Tout ce qui peut*

humainement être prévu l'a été », déclare M. Delange, le directeur du centre. Cette fois, la « fatalité » a pris le visage des tempêtes qui ont balayé le Cotentin. Inquiétant, tout de même.

DES DEMOCRATES ?

À peine la nouvelle de la fuite était-elle rendue publique que les commentaires allaient bon train à la radio, à la télévision, partout. D'une part pour minimiser l'incident et faire croire que la fuite avait été aussitôt découverte, d'autre part pour saluer le fait « nouveau » que constitue l'annonce de l'incident par la direction elle-même. Ainsi, sur TF 1 : « Pour une fois, on n'attend pas les écologistes ou les syndicats pour dire ce qui ne va pas. »

Accès de démocratie ? Pensez-vous donc. La réalité c'est que l'affaire était sur le point d'être rendue publique, et qu'il valait donc mieux prendre les devants.

ENTRE LA PESTE ET LE CHOLÉRA

Une affaire qui tombe quand même bien mal pour la direction de la Hague,

qui venait, quelques jours avant les fêtes, de présenter le plan Orsec-Rad aux élus. Un plan dont les insuffisances sont énormes. Ainsi, un des maires concernés, celui de Beaumont, a d'ores et déjà fait savoir que le district de la Hague ne disposait pas des moyens suffisants pour affronter un cas d'urgence. Il sait de quoi il parle : il est agent de sécurité à l'usine, où il gère la totalité des masques respiratoires de la Cogema.

Le plan Orsec-Rad de la Hague a beau affirmer que le centre est moins dangereux qu'une centrale comme Fessenheim, les incidents qui jalonnent son existence ne sont guère de nature à rassurer la population riveraine. Bien sûr, en cas d'accident grave, on évacuerait la population sur un rayon moins important qu'à Fessenheim. Mais il n'y a pas que les accidents « graves ». À la Hague, c'est chaque jour que des éléments radio-actifs se dispersent. Lentement peut-être, mais sûrement. Et c'est tout aussi dangereux !

Monique CHERAN



Après les fissures, les soupapes...

Les trois centrales de Gravelines, Dampierre et Tricastin ne seront pas mises en route pour l'instant. Au cours d'essais datant d'avril 1979, on a détecté des défauts sur des soupapes placées sur le système de refroidissement. À cette époque, une de ces soupapes (à Gravelines) s'était coincée. 120 mètres-cubes d'eau s'étaient échappés. De nouvelles solutions ont donc été trouvées qui ne satisfont pas pour l'instant les services de sûreté nucléaire. D'autres essais doivent donc avoir lieu au centre des Renardières. Après les fissures, les soupapes...

Roman

« Une affaire intime » de Max Gallo

Une ville, un maire, un casino

À lire le titre, on s'attend à un roman d'amour ou à une intrigue sentimentale. Il s'agit en fait d'une analyse et d'une dénonciation implacable de l'affairisme et des magouilles politico-financières dans la France d'aujourd'hui. Un roman qui sort juste après l'affaire Boulin, au moment où la course aux présidentielles promet de révéler de nouvelles compromissions d'hommes politiques bourgeois dans les affaires les plus sordides.

« Les événements et les personnages qui sont mentionnés dans ce roman sont bien entendu imaginaires », peut-on lire au début du livre. Texte qu'on trouve aussi en tête de tous les films qui traitent de personnages et d'affaires réels, comme « Le juge Fayard » de Yves Boisset sur les magouilles politico-financières à Lyon.

« Chroniques d'un hiver dans une ville du Sud », écrit Max Gallo en sous-titre. Une ville du Sud, proche de l'Italie, avec un grand casino et une grande avenue avec des palmiers en bordure de mer. Le tout chapeauté par un maire-parrain. Néanmoins, à la lecture de ce livre, on ne peut s'empêcher de penser à Nice.

Salmon, critique de cinéma se rend à Lourciez, la ville en question, pour écrire un scénario à partir d'une nouvelle de Jack London. Cette nouvelle, intitulée « Le Sud de la Fente », montre l'opposition entre les deux parties d'une ville : le Nord bourgeois, et le Sud populaire et ouvrier.

Salmon, le héros, va se trouver dès son arrivée à Lourciez, au milieu d'intrigues des plus mystérieuses. Par la suite, il va enquêter sur la ville et le passé des hommes politiques. Au fur et à mesure que l'enquête avance, les bouches se ferment. Ceux qui savent sont abattus, suicidés ou intimidés. Le maître du jeu est le maire, appelé Valforba, qui confond un peu trop

la ville avec son portefeuille. Son associé, Richelmi, ancien de l'OAS, tient le « casino de la jetée ». Le maire veut faire de sa ville le plus vaste complexe de déassement européen.

Les complexes touristiques, en particulier celui prévu dans l'arrière-pays, sont l'occasion d'opérations financières juteuses, dans lesquelles, le maire est directement impliqué. Tous ceux qui s'opposent à ce projet seront assassinés, puis par la suite tous ceux qui auront été associés aux assassinats.

Le roman de Max Gallo plus qu'un livre sur la côte d'Azur constitue une certaine radioscopie de la politique bourgeoise. Il montre l'imbrication entre les affaires et la politique, entre les politiciens bourgeois et la pègre, les pressions du pouvoir sur la presse, le rôle des renseignements généraux. « Une affaire intime », un roman non dénué d'intérêt.

Léon CLADEL
« Une affaire intime »,
Max Gallo.
Editions Rober Laffont

Télévision

Mercredi 9 Janvier - FR 3 - 20 h 30
ENQUÊTE SUR UN CITOYEN AU DESSOUS DE TOUT SOUPÇON

À partir du meurtre que commet un policier contre sa maîtresse, le réalisateur étudie le cas précis de l'assassin, schizophrène, mais surtout montre le statut d'impunité dont jouent les policiers. Le commissaire de police assassin ne fait rien pour se disculper de son meurtre. Au contraire, il déploie des trésors d'imagination pour accumuler des preuves contre lui-même. En vain, l'affaire est étouffée !

Ce film met en évidence le fait que les flics peuvent gaïement enfreindre la loi et montre certains aspects de ce corps de répression qu'est la police.

Chanson

Mercedes Sosa, chanteuse argentine en exil passe à partir du 8 janvier au Théâtre de la Ville à Paris. On a pu la voir à plusieurs reprises à la télévision. En 1974, Atahualpa Yupanqui parlait d'elle en disant « qu'elle donnait la meilleure interprétation du chant populaire ». À l'origine du mouvement « *Novas canciones* » créé en 1962 à Mendoza, en Argentine, elle associe la musique populaire traditionnelle de son pays et la nouvelle poésie : celle qui dénonce l'exploitation, la misère et crie la révolte. Une poésie enracinée dans la culture latino-américaine opprimée par l'impérialisme nord-américain.

Dans le nouveau programme de Mercedes Sosa on retrouve les noms d'Atahualpa Yupanqui, Daniel Viglietti, Violeta Parra et Victor Jara. Elle ne sera plus accompagnée seulement par la guitare de l'Argentin Nicolas Brizuela, mais aussi par un ensemble latino-américain : flûte, contrebasse, percussion et voix.

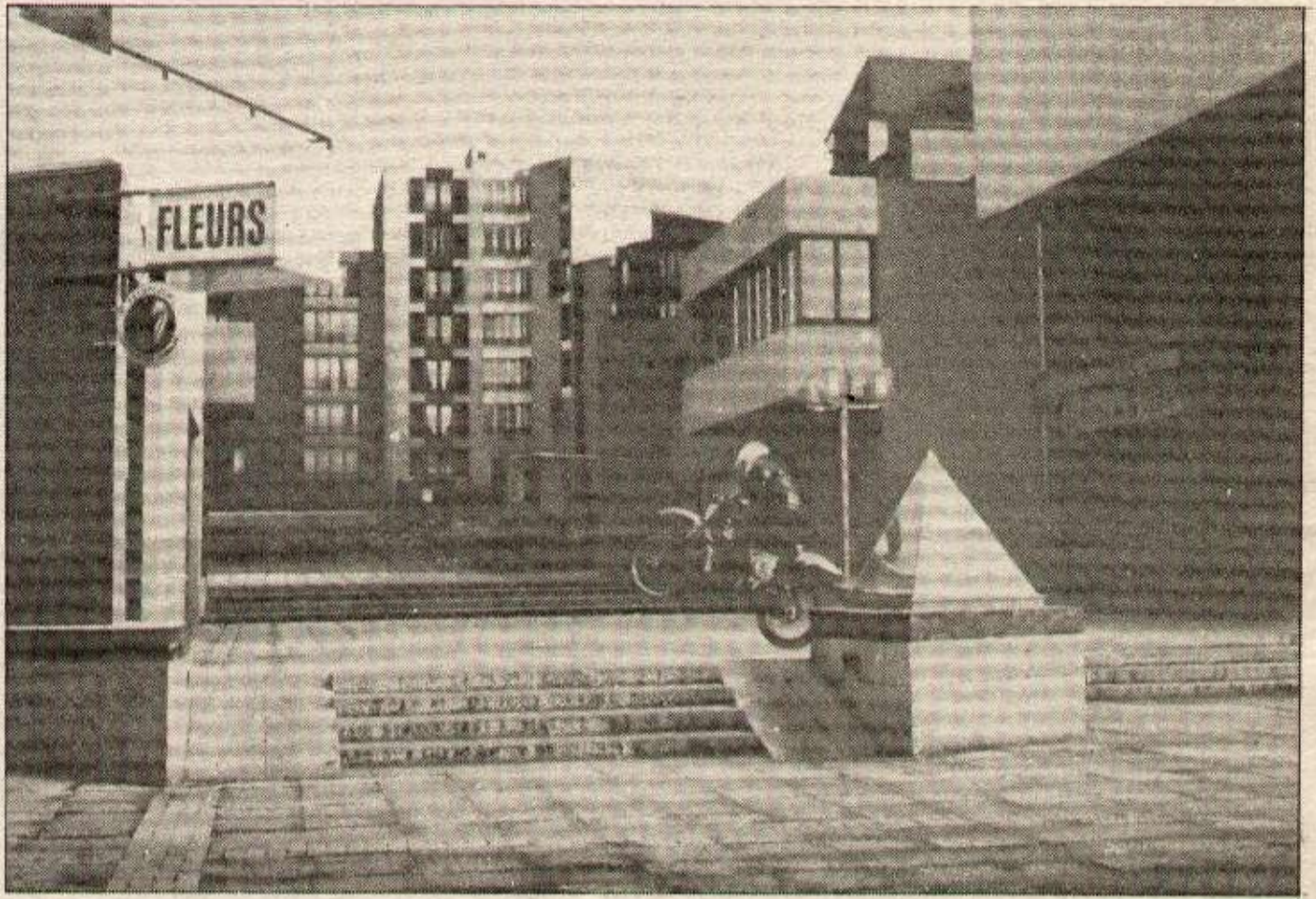
Mercedes Sosa : une grande chanteuse du tiers monde.
Au Théâtre de la Ville
Location : 2 place du Châtelet. Tél. : 274-11-24

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 - 75924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 - Compte No 668 J
CCP No 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

Les villes nouvelles ou l'échec du western français



Après la parution dans le Quotidien du Peuple du 5 décembre, d'un article sur Cergy Pontoise nous avons reçu le témoignage d'une sociologue urbaniste, travaillant sur les villes nouvelles.

Car c'est bien à cela que l'on pense ! Une extension urbaine qui devait traduire l'expansionnisme économique et spatial d'une société en croissance. Peu importe alors qu'en France le Grand Ouest ait pris la forme (traditionnelle et jacobine) d'une grande couronne autour de Paris ou de deux situations provinciales « privilégiées » : Lille et Lyon. Les projets villes nouvelles appartenaient à la même logique : celle d'un capitalisme sûr de lui, si ce n'est triomphant, maître de sa destinée, comptant sur des lendemains qui, pour lui, ne manqueraient pas de chanter...

Du discours à la réalité

La situation n'est plus ce qu'elle était et les lendemains du capitalisme ont aujourd'hui pour nom crise et stagnation, licenciements et chômage. Les grands projets qui devaient enflammer les foules, être portés par elles, ne sont plus de nos jours que les actes volontaristes d'une couche dirigeante (au sens large, l'Etat capitaliste et ses serviteurs zélés) qui, faute de pouvoir perpétuer son contrôle dans de nouvelles aires de production, met au service de la reproduction sociale, les moyens de sa domination.

C'est en fonction de la situation actuelle du capitalisme, que se situent aujourd'hui les villes nouvelles.

Des entités urbaine autonomes, c'est ainsi qu'au cours des années 1960, les villes nouvelles avaient été projetées. Dans la perspective de la décentralisation des activités économiques et d'un redéploiement « harmonieux » qui aurait pour effet à la

fois d'accroître les bassins de main-d'œuvre existants (par création d'emplois et construction de logements) et surtout, pour la bourgeoisie, de réoccuper les centres anciens des villes rendus ainsi au seul exercice de son pouvoir.

Les difficultés en ont décidé autrement et les villes nouvelles ne connaissent aujourd'hui qu'une pâle autonomie. Les emplois programmés n'ont pas été créés ; seules quelques décentralisations ont eu lieu — résultats de quelles mesures incitatives de la part du pouvoir — objets de nombreuses luttes de travailleurs refusant de faire les frais des prévisions surdimensionnées d'une bourgeoisie mégalomane cherchant à masquer les erreurs pour se tromper elle-même.

La construction des logements a subi elle aussi les fluctuations de la politique générale qui a vu resurgir une base sociale traditionnelle, pendant un temps écartée des « affaires ». Ainsi à la stratégie de pénétration du secteur bancaire dans la production du bâtiment aidée par un Etat qui se portait alors acquéreur des terrains et contrôlait une partie du marché foncier, a-t-on vu succéder un libéralisme plus grand redonnant leur place aux acteurs fonciers habituels et qui culmine aujourd'hui avec la politique de la maison individuelle.

Du grand projet qu'elles constituaient au départ, les villes nouvelles ont donc été ramenées à un statut d'espace d'extension possible de grande banlieue.

«partagées» entre les communes d'accueil, les Etablissements Publics d'Aménagement et les Syndicats Communautaires d'Aménagement (composés d'élus et de représentants de l'Etat), chargés les uns et les autres de

la coordination d'ensemble. Situation complexe dont les habitants ont l'impression de faire les frais en permanence : la multiplicité des interlocuteurs rend en effet toute tentative de dialogue plutôt difficile.

Le logement : un problème

Face à cette situation, face aussi à la nécessité pour-eux de créer leur espace de vie, les habitants, plus encore qu'ailleurs, cherchent des lieux et des modes d'expression qui leur soient propres. Ainsi voit-on apparaître sinon de nouvelles luttes, du moins de nouvelles formes ou organisations des luttes. C'est le cas par exemple d'habitants qui, regroupés au sein d'une association en lutte contre leurs promoteurs se sont dotés d'une organisation de type syndicale, allant jusqu'à rémunérer le temps passé par les membres délégués à défendre les intérêts du groupe.

Dans la plupart des cas, les luttes s'organisent tout d'abord autour des logements. Ceux-ci

sont déterminants dans la décision d'aller vivre en ville nouvelle, ils sont réputés peu coûteux. Un « moindre coût » qui ne résiste pas à l'usage. Il n'est qu'à rappeler l'exemple des « chalandonnettes » mais celle-ci ne constituent pas l'exception sur le marché du logement dans les villes nouvelles. Or aujourd'hui les usagers sont décidés à ne plus se laisser faire. Le temps de la revendication remplace celui de l'acceptation : l'exigence du respect des droits élémentaires à commencer par leur reconnaissance en tant qu'habitants conscients remplace l'attitude trop souvent exprimée parce que trop souvent exploitée du « je n'ai pu mettre plus cher... alors j'en ai pour mon argent ».

Lutte contre un dragon

À Marne-la-Vallée, on vous parlera du Dragon. Celui qui, dans le cadre d'une mesure dite mesure Malraux, doit participer à la « création artistique » dans la ville (mesure qui oblige les promoteurs à consacrer 1 % de leurs investissements à l'embellissement urbain). De plus le Dragon doit servir d'élément de jeux aux enfants.

Or les habitants du quartier refusent le Dragon, parce que le lieu d'implantation de celui-ci leur est imposé auprès d'immeubles dont il atteint le premier étage. Les habitants n'ont pas envie, en ouvrant leurs fenêtres, de se trouver nez-à-nez avec le monstre fut-il artistique. L'ensemble des résidents se mobilisent. L'implantation du Dragon est remise en cause. Ce que demandent les habitants, c'est de participer à un processus de concertation. Ils le veulent bien ce Dragon, mais ils veulent présider eux aussi à ses destinées.

Les habitants de la bourgeoisie

Mais ce qu'on a appelé « l'idéologie ville nouvelle » et qui devait animer créateurs et usagers, demeure encore... chez les premiers aménageurs d'Etat, urbanistes et architectes. Les habitants quant à eux, confrontés aux difficultés de la vie quotidienne, ne se sentent plus du tout une âme de pionnier. Cobayes plutôt, dupes même souvent. La ville nouvelle pour eux ne se différencie guère du grand ensemble classique rattaché à n'importe quelle ville. Ce qui est d'ailleurs le cas et ajoute à l'ambiguïté du projet lui-même. Evry,

Marne-la-Vallée ou Gergy-Pontoise, n'ont pas de réelle existence administrative ou juridique et les quartiers qui les composent sont de fait rattachés aux différentes villes qui sont situés sur l'espace ville-nouvelle. Ainsi appartient-on à Noisy-le-Grand, à Torcy, à Bondoufle mais pas à Marne-la-Vallée, le Vandreuil... une seule exception, Villeneuve d'Ascq près de Lille qui implantée sur le territoire d'une commune formée de trois autres, a un maire et une représentation municipale. Dans les autres cas, autorité et responsabilité sont

Lutter pour exister

Ainsi grèves des loyers, actions contre promoteurs et constructeurs se multiplient-elles. Mais elles ne sont pas les seules. Les raisons de se manifester ne manquent pas en ville nouvelle et ce n'est sans doute pas un hasard, si on y voit fleurir les associations. Les habitants veulent de plus en plus faire entendre une voix que le bruit des chantiers ne parvient plus à couvrir. Les villes nouvelles ont jusqu'aujourd'hui été conçues pour des habitants, mais sans eux ! « Ils ne sont pas là, au départ, quand on commence à concevoir », disent les responsables. Justification ? Bonne foi ? Cynisme ? Aujourd'hui les habitants sont là. Ils ne peuvent plus être ignorés et leurs luttes et les raisons pour lesquelles ils se regroupent, doivent être situées dans un cadre plus large que les seules raisons qui les motivent un temps.

Ce à quoi on assiste est beaucoup plus fondamental : c'est la

volonté d'exister au-delà de la seule résolution des problèmes concrets de la vie quotidienne, d'échapper au programme et à l'imposé. Cette volonté s'exprime à travers la mise en mouvement d'un processus de reconquête de l'expression de l'identité collective, par des exigences de plus grands pouvoirs sur la mise en œuvre, le contrôle et la gestion de l'ensemble des éléments constitutifs de cette vie quotidienne, sur leur espace d'habitation.

Villes nouvelles ? Alors, en réponse, nouvelles formes de pouvoirs.

Marie BOUSCAT